L'Union européenne : une puissance économique « unie dans la diversité »

*Grégoire Borey, Étienne Chantrel**

L'Union européenne, considérée dans son ensemble, est aujourd'hui une puissance économique à croissance modérée, dont le processus de rattrapage par rapport aux États-Unis s'est interrompu il y a plus de 30 ans, mais dont les déséquilibres macroéconomiques sont comparativement moins marqués. Pris individuellement, les pays qui composent l'Union européenne restent très hétérogènes d'un point de vue macroéconomique. Une description fondée sur un ensemble de critères reflétant cette hétérogénéité les classe en quatre groupes : les « pays de l'Est » (pays baltes, Bulgarie et Roumanie) dont la phase de rattrapage par rapport au reste de la zone est toujours en cours ; les « pays du centre de l'Europe » (Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie, ainsi que Malte), également dans une phase de rattrapage mais qui se distinguent du groupe précédent par le moindre impact de la crise sur leur économie ; les « pays de la périphérie » (Irlande, Grèce, Espagne, Chypre, Portugal et Royaume-Uni) pour lesquels la crise s'est traduite par un affaiblissement de la croissance, une augmentation du taux de chômage et un accroissement de la dette publique plus importants que dans les autres pays européens ; les « pays de l'Ouest et du Nord » (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Italie, Pays-Bas et Suède), groupe qui rassemble des pays dont les performances récentes ne sont pas pleinement homogènes mais qui ont comme caractéristique commune d'être des économies matures ayant montré une certaine résilience à la crise.

L'Union européenne est un ensemble de 28 pays (UE28) depuis l'adhésion officielle de la Croatie le 1er juillet 2013, dernière étape à ce jour d'un long processus d'élargissement progressif dans lequel la zone a intégré successivement la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, ceux du sud de l'Europe et les pays d'Europe centrale et orientale[1]. Considérée dans son ensemble, c'est aujourd'hui une puissance économique à croissance modérée, dont le processus de rattrapage par rapport aux États-Unis s'est interrompu il y a plus de trente ans, mais dont les déséquilibres macroéconomiques sont comparativement moins marqués. Pris individuellement, les pays qui la composent restent toutefois très hétérogènes d'un point de vue macroéconomique, en particulier dans leur réaction face à la crise de 2008.

L'Union européenne, moins riche que les États-Unis

L'Union européenne à 28 représente aujourd'hui une zone économique de même importance que les États-Unis : son produit intérieur brut (PIB) atteint environ 13 100 Mds € en 2013, soit un montant proche de celui des États-Unis (12 800 Mds€). Mais elle est beaucoup plus peuplée (502 millions d'habitants contre 314 millions), si bien que le PIB par habitant est environ 40 % plus faible. Cet écart de production annuelle par habitant est du même ordre de grandeur lorsqu'il est calculé en parité de pouvoir d'achat (PPA), taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies[2].

* Grégoire Borey, Étienne Chantrel, Insee.

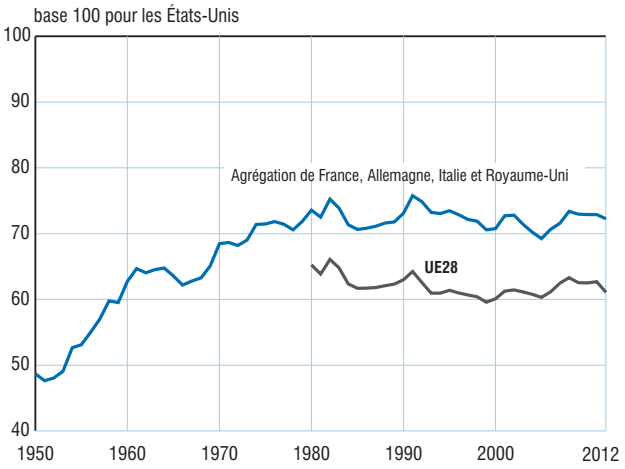
1. Les données concernant l'UE ne sont pas toujours disponibles au format UE28 qui intègre la Croatie (c'est notamment le cas pour certaines données Eurostat et pour celles de l'OCDE). On a donc dû examiner selon les cas l'UE27 ou l'UE28.

2. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Examiner le PIB calculé en PPA permet ainsi de comparer la richesse créée dans chaque zone en neutralisant les effets des taux de change et des prix relatifs.

À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au premier choc pétrolier, soit durant une période de près de trente ans, les pays d'Europe de l'Ouest (ou UE15) ont connu, comme le Japon, une croissance nettement plus rapide que celle des États-Unis. L'Union européenne comblait progressivement son retard vis-à-vis des États-Unis en termes de PIB en parité de pouvoir d'achat par habitant, comme le prédit la théorie économique néoclassique *(encadré 1)*. Ce phénomène de rattrapage, qui a donné lieu aux « Trente Glorieuses » en France ou au *Wirtschaftswunder* en Allemagne, s'est interrompu au début des années 1980, et l'écart de richesse produite par habitant entre l'UE15 et les États-Unis fluctue depuis lors entre 25 et 30 % *(figure 1)*. Si l'on considère l'UE28, l'écart de richesse par habitant se réduit légèrement du début des années 2000 à 2008, sous l'effet du rattrapage des économies antérieurement communistes[3] et devrait continuer à se réduire une fois le choc de la crise financière absorbé, pour se rapprocher de l'écart entre UE15 et États-Unis [Blanchard, 2004 pour une comparaison des performances économiques de l'Europe et des États-Unis].

Comment analyser cette interruption du processus de rattrapage de l'UE15 depuis trente ans ?

1. PIB par habitant en PPA sur longue période



Sources : Cepii, FMI et OCDE, calculs Insee.

Encadré 1

La convergence entre pays dans la théorie économique

Une question traditionnelle de la théorie économique est celle de savoir s'il y a convergence entre les différents pays en termes de revenu : y a-t-il rattrapage des pays riches par les pays plus pauvres ?

Le modèle dominant pendant plusieurs décennies pour l'étude de la croissance, le modèle néoclassique dit « de Solow » introduit en 1956, prédit une convergence de chaque pays vers son sentier d'équilibre. En faisant l'hypothèse que les pays auraient le même sentier d'équilibre de long terme, on en a souvent conclu que les niveaux de revenu par habitant des pays devaient converger (convergence dite « absolue »). Cette convergence absolue ne s'observe pas dans les données, ce qui a conduit à mettre en doute le modèle, notamment après l'introduction dans les années 1980 des modèles de croissance endogène.

Dans le cadre de ce débat, d'autres notions de convergence sont apparues, notamment celle de convergence conditionnelle [Mankiw *et al.*, 1992]. Plus largement, la littérature actuelle distingue de nombreuses dimensions de la convergence – voir une revue de ce débat [Islam, 2003] qui ne distingue pas moins de sept dimensions différentes au problème.

3. En fait, la croissance du PIB a été supérieure aux États-Unis depuis 1990 (+ 2,7 % contre + 1,9 % dans l'Union européenne), mais ce différentiel va de pair avec une dynamique démographique plus favorable (à la fois dans le solde naturel et dans le solde migratoire).

Un taux d'emploi plus dynamique en Europe qu'aux États-Unis, contrairement à la productivité du travail

Comptablement, le différentiel de croissance entre deux pays peut se décomposer entre les dynamiques respectives du taux d'emploi (rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et l'ensemble de la population) et de la productivité apparente du travail qui mesure la richesse créée par actif employé *(figure 2)*.

2. Évolution et décomposition comparées du PIB par habitant

		UE27		UE15			États-Unis		
		2002	2012	1992	2002	2012	1992	2002	2012
Productivité apparente du travail (en dollars courants PPA par employé)	*(1)*	57 000	79 502	44 418	63 914	86 301	55 188	80 450	114 022
Taux d'emploi dans la population (en %)	*(2)*	42,1	43,0	41,2	43,0	43,3	46,2	47,5	45,4
PIB/habitant (en dollars courants PPA)	*(1)x(2)*	23 986	34 191	18 281	27 499	37 366	25 493	38 175	51 749

Sources : OCDE, calculs Insee.

Si l'on compare l'UE15 aux États-Unis, on observe que la dynamique du taux d'emploi est plus favorable pour l'UE de 1992 à 2012. En revanche, la productivité apparente du travail a crû plus vite aux États-Unis sur les vingt dernières années, en partant d'un niveau déjà supérieur. Ces deux effets se compensent pour conduire à une progression parallèle de la richesse par habitant entre les deux zones.

L'évolution du taux d'emploi peut elle-même être décomposée entre les dynamiques respectives de la population en âge de travailler, du taux d'activité dans la population en âge de travailler et de la part de la population active occupée dans la population active *(figure 3)*. Deux périodes apparaissent : de 2002 à 2012, l'Union européenne réduit en grande partie son écart de taux d'emploi vis-à-vis des États-Unis (+ 0,3 point sur la période pour l'UE15 contre – 2,1 points pour les États-Unis), alors que c'était beaucoup moins le cas dans la décennie précédente (+ 1,8 point pour l'UE15 contre + 1,3 point pour les États-Unis). Depuis 2002, le taux de chômage a certes légèrement plus augmenté dans l'UE15 (+ 2,8 points contre + 2,3 points aux États-Unis), mais la dynamique des taux d'activité a plus que compensé ce différentiel d'évolution des taux de chômage (+ 3,9 points pour l'UE, contre – 1,7 point aux États-Unis). Au total, alors que le différentiel de taux d'emploi contribuait en 1992 pour 11 points à l'écart de niveau de richesse entre l'UE15 et les États-Unis, il ne contribue plus que pour moins de 5 points à l'écart en 2012[4].

3. Évolution et décomposition comparées du taux d'emploi

en %

		UE27		UE15			États-Unis		
		2002	2012	1992	2002	2012	1992	2002	2012
Part de la population en âge de travailler (15-64 ans)	*(1)*	67,2	66,4	67,1	66,5	65,4	65,5	66,6	66,8
Taux d'activité dans la population en âge de travailler	*(2)*	68,8	72,3	67,7	70	73,9	76,3	75,6	73,9
Part de la population active occupée dans la population active (1 – taux de chômage)	*(3)*	91,1	89,6	90,7	92,4	89,6	92,5	94,2	91,9
Taux d'emploi dans la population	*(1)x(2)x(3)*	42,1	43,0	41,2	43,0	43,3	46,2	47,5	45,4

Note : cette analyse étant menée à partir des données de l'OCDE, seule à proposer des données d'emplois harmonisées pour l'emploi entre UE et États-Unis, le cadre est celui de l'UE27 (sans la Croatie). On utilise ici la population active civile et l'emploi civil car on ne dispose pas de la population active totale (y compris militaire) pour tous les pays de l'Union européenne (en particulier pour l'Autriche, la Grèce, le Portugal et les Pays-Bas après 2010).
Sources : OCDE, calculs Insee.

4. Pour l'UE27, on ne dispose de données que depuis 2000 ; en prenant l'évolution sur une décennie, le différentiel de taux d'emploi contribuait en 2002 pour 11 points à l'écart de richesse entre l'UE27 et les États-Unis, il ne contribue plus que pour 5 points à l'écart en 2012.

La hausse de la productivité apparente du travail[5] aux États-Unis contribue quant à elle à une augmentation de l'écart de production de près de 5 points avec l'UE15 entre 1992 et 2012[6]. Pourtant, l'économie européenne se caractérise par une part dans la valeur ajoutée de l'industrie, dont la productivité est plus dynamique que les autres secteurs, globalement plus importante qu'aux États-Unis (19,3 % contre 15,5 % en 2012). En outre, les échanges intra-zone se sont fortement développés dans l'Union européenne parallèlement à l'intégration européenne[7], ce qui devrait permettre aux entreprises européennes de bénéficier progressivement d'effets d'échelle se rapprochant de ceux déjà observés aux États-Unis. Mais la productivité américaine a davantage su bénéficier de l'effet des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : ainsi [Cette et Lopez, 2012] estiment que le coefficient de capital en NTIC est en 2009 de 10 % aux États-Unis contre 7 % dans la zone euro. La dépense en recherche et développement y est aussi sensiblement plus élevée que dans l'Union européenne (2,8 % du PIB en 2011 contre 1,9 %). Par ailleurs, de nombreux pays de l'Union européenne ont mis en œuvre depuis vingt ans des politiques d'« enrichissement de la croissance en emploi », qui ont permis d'accroître le taux d'emploi des moins qualifiés, ce qui a pour contrepartie mécanique de moindres gains apparents de productivité. Ce diagnostic n'est cependant pas aussi clair si l'on considère la productivité horaire au lieu de la productivité par employé *(encadré 2)*.

Depuis l'irruption de la crise en 2008, la dynamique de la productivité a été plus défavorable dans l'UE (stable dans l'UE27 alors qu'elle a crû de 6 % aux États-Unis), alors même que l'écart de croissance du PIB à prix constants par habitant était somme toute réduit (3 points). En effet, la crise s'est traduite dans l'Union européenne par une résilience importante de l'emploi (le taux d'emploi a diminué de seulement 1 point, contre 3 aux États-Unis). Celle-ci s'explique, pour partie, par des caractéristiques différentes du marché du travail, qui conduisent à un cycle de productivité plus marqué[8], mais elle pourrait également constituer la première manifestation d'un affaiblissement durable des gains de productivité tendanciels dans l'Union européenne.

Encadré 2

La mesure des heures travaillées

D'après les données disponibles, le volume d'heures travaillées diffère nettement entre les deux zones : en 2012, 1 790 heures aux États-Unis, contre 1 400 heures par exemple en Allemagne. L'écart s'est d'ailleurs amplifié depuis vingt ans : le nombre moyen annuel d'heures travaillées par habitant a baissé de 9,7 % en Allemagne, 9,4 % en France, 7,8 % au Royaume-Uni, contre seulement – 1,7 % aux États-Unis. De nombreuses études ont été réalisées pour déterminer l'origine de cet écart, et plusieurs explications mutuellement non exclusives ressortent de ces publications [voir par exemple Prescott (2004) et Blanchard (2004)] : les taux d'imposition marginaux plus élevés en Europe ; la préférence pour le loisir plus marquée en Europe ; la réglementation du travail plus rigoureuse en Europe.

La mesure de cet écart est elle-même l'objet de débats, tant la comparaison internationale des heures travaillées est très fragile. Ainsi, l'OCDE indique à propos des données d'heures travaillées qu'elle publie : "The data are intended for comparisons of trends over time; they are unsuitable for comparisons of the level of average annual hours of work for a given year, because of differences in their sources."* (notes méthodologiques du site de données de l'OCDE).

La fragilité de ces chiffres invite ainsi à privilégier les évolutions de la productivité apparente du travail par tête et non celles de la productivité horaire.

* « Les données sont destinées à la comparaison de tendances au cours du temps ; elles ne sont pas adaptées à la comparaison des niveaux annuels moyens d'heures travaillées pour une année donnée, en raison de différences dans leurs sources. »

5. La productivité apparente est ici définie comme le ratio du PIB en valeur rapporté au nombre de personnes employées.
6. Calculée en PIB PPA par employé, la productivité a crû au rythme annuel moyen de 3,4 % dans l'UE15 contre 3,7 % aux États-Unis de 1992 à 2012.
7. L'Union européenne est un ensemble très intégré commercialement avec 63 % des exportations des pays de l'Union destinées à un autre pays de l'Union.
8. Lorsque l'emploi s'ajuste avec retard aux variations de l'activité, la productivité du travail ralentit lors des phases de ralentissement de l'activité et accélère lors des reprises. C'est ce qu'on appelle le cycle de productivité.

L'Union européenne : une économie plus équilibrée et plus égalitaire que les États-Unis

L'Union européenne est une région du monde où les déséquilibres macroéconomiques sont en moyenne limités. Ainsi, en 2012, le déficit public (3,9 % du PIB) et la dette publique (85,0 % du PIB) de l'ensemble de l'UE28 sont, malgré une nette augmentation durant la crise, plus faibles qu'aux États-Unis (respectivement 8,3 % et 102,7 %) et qu'au Japon (respectivement 10,1 % et 238,0 %).

L'Union européenne affiche en 2013 une balance commerciale excédentaire, pour les biens comme pour les services. Cet excédent est obtenu notamment vis-à-vis des États-Unis et des autres pays membres de l'OCDE (hors États-Unis et hors Union européenne). En effet, si la facture énergétique pèse lourdement sur l'équilibre des échanges extérieurs européens avec un déficit annuel d'environ 400 Mds€, elle est intégralement compensée par les exportations de machines, de véhicules et de produits chimiques. Cette situation contraste avec le déficit extérieur des États-Unis qui persiste depuis plus de trente ans : le déficit des transactions courantes des États-Unis est en moyenne de 2,7 % du PIB de 1980 à 2012.

En revanche, le poids dans l'économie du secteur de la construction est resté nettement plus élevé dans l'Union européenne qu'aux États-Unis, signe d'une allocation des investissements potentiellement moins bonne en Europe : de 6,8 % contre 4,9 % à la veille de la crise de 2008, il est passé en 2012 à 5,4 % dans l'Union européenne contre 3,5 % aux États-Unis, ce qui est d'autant plus notable que la démographie est plus dynamique aux États-Unis.

L'Union européenne est également une économie plus égalitaire que les États-Unis, avec des inégalités de revenu relativement modérées. Ainsi, l'indice de Gini, qui synthétise l'écart, entre 0 et 1, entre la distribution observée et une égalité stricte des revenus, est bien plus faible : 0,31 en 2011 pour l'Union européenne contre 0,45 en 2007 aux États-Unis[9]. Les inégalités de patrimoine sont également moindres dans l'Union européenne [Davies *et al.*, 2008] et [*Luxembourg Wealth Study*, 2006].

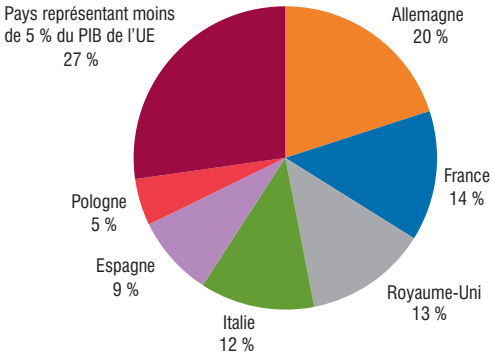
En revanche, depuis le milieu des années 1990, les cycles économiques de l'Union européenne sont aussi volatils que ceux que connaissent les États-Unis, comme l'indiquent les écarts-types de la croissance réelle du PIB (l'écart-type permet de mesurer la variation moyenne d'une grandeur, ici il est de 1,9 pour la croissance du PIB de l'Union européenne comme pour le PIB américain sur la période 1995-2013).

Des hétérogénéités au sein de l'Union européenne qui persistent depuis la crise de 2008

La taille des pays membres de l'Union européenne est très hétérogène : les quatre plus grands pays (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie) représentent plus de la moitié de la population et 59 % du PIB en PPA *(figure 4)*. À l'inverse, 20 pays (par poids décroissant dans le PIB en

4. Répartition du PIB dans l'UE 28

en % du PIB total de l'Union européenne
en euros courants PPA en 2012



Source : Eurostat.

9. Sources : Eurostat pour l'UE et Banque mondiale pour les États-Unis.

PPA de l'UE : Suède, Autriche, Roumanie, République tchèque, Grèce, Portugal, Danemark, Hongrie, Irlande, Finlande, Slovaquie, Bulgarie, Croatie, Lituanie, Lettonie, Luxembourg, Slovénie, Estonie, Chypre et Malte) ne représentent au total que 24 % de la population et un peu plus de 20 % du PIB en PPA de l'Union européenne. Du point de vue de la richesse, les pays de l'UE sont également très hétérogènes. Ainsi, en 2012, le PIB par habitant de l'Allemagne, calculé en PPA, n'est inférieur que de 21 % à celui des États-Unis contre 27 % pour le Royaume-Uni, 30 % pour la France, 36 % pour l'Italie, 38 % pour l'Espagne, 57 % pour la Pologne ou encore 68 % pour la Roumanie.

Encadré 3

Remarques méthodologiques

L'analyse de données

Le but de l'analyse en composantes principales (ACP) est de résumer en un nombre réduit de dimensions (appelées axes ou facteurs) l'information contenue dans un nombre élevé de variables et de rendre ainsi l'information moins redondante. Elle consiste à mettre en exergue la corrélation qui peut exister entre plusieurs variables et à constituer des « axes » à partir de nouvelles variables composites. Cette méthode permet aussi de mettre en évidence l'existence d'individus atypiques (dans notre cas, le Luxembourg). La classification ascendante hiérarchique (CAH) permet de son côté de regrouper les pays étudiés en groupes les plus homogènes possibles [voir une description plus détaillée dans Husson *et al*., 2009].

Le cas du Luxembourg

Le Luxembourg se distingue nettement et constitue une exception européenne dans cette classification. En effet, les méthodes d'analyse des données indiquent que ce pays a des caractéristiques très atypiques : le PIB en PPA par habitant est 2,5 fois supérieur à la moyenne de l'Union européenne, le taux d'ouverture y est de 150 % contre 50 % en moyenne dans l'Union européenne et l'excédent commercial équivaut à 25 % du PIB alors qu'il est en moyenne de zéro dans l'Union. Sa prise en compte dans l'étude écraserait les disparités dans le reste de l'Union européenne, et conduirait mécaniquement à surpondérer l'importance des variables pour lesquelles ce pays est atypique. C'est pourquoi il a été exclu. S'il devait être inclus dans un groupe, il serait probablement à rapprocher des « **pays de l'Ouest** ».

Robustesse de la typologie

Les variables les plus significatives au niveau global dans cette segmentation permettent d'isoler le groupe des « **pays de l'Est** » des trois autres : évolution du PIB (avant et après 2007), variation des parts de marché (avant et après 2007) et niveau moyen du PIB en PPA. Ensuite, le groupe des « **pays de la périphérie** » est distingué des deux autres principalement par la variation de la dette publique après 2007, par la variation du poids de la valeur ajoutée (VA) de la construction dans l'économie après 2007, et par la variation du chômage après 2007. Enfin, des variables permettent de séparer les pays restants entre « **pays de l'Ouest** » et « **pays du Centre** » : taux d'ouverture commerciale moyen avant 2007, solde budgétaire moyen avant 2007, niveau moyen de la dette publique avant 2007, poids de l'industrie dans l'économie en moyenne avant 2007.

Dans cette étude, la composition de quatre grands groupes de pays semble être relativement robuste. En effet, afin de vérifier l'analyse, on a testé le résultat en enlevant ou en remplaçant une ou plusieurs variables. Quelques pays changent de groupe en fonction des variables choisies (Malte par exemple se retrouve parfois avec les « **pays de l'Ouest** » et parfois avec les « **pays du Centre** » ; il est aussi parfois arrivé que le duo Portugal-Royaume-Uni soit rattaché au groupe des « **pays de l'Ouest** »). En dehors de ces variations mineures, néanmoins, les grands groupes restent stables. On pourrait être tenté d'utiliser une classification plus fine des pays, telle que peut la fournir la CAH. Celle-ci conduit par exemple pour les « **pays de l'Ouest** » à retenir l'existence d'un pôle Allemagne, d'un pôle scandinave et d'un regroupement méditerranéen. Une analyse aussi fine est toutefois bien plus sensible au choix des variables utilisées et paraît donc moins pertinente puisque moins objective.

Au-delà de ces différences, l'Union européenne est constituée de 28 pays qui ont évolué différemment en fonction de leur histoire et ont aujourd'hui des caractéristiques économiques spécifiques *(figure 5)*. Au plan économique, il est possible de regrouper ces pays en quatre grands groupes à l'aide de méthodes statistiques d'analyse des données : analyse en composantes principales (ACP) et classification ascendante hiérarchique (CAH) *(encadré 3*

5. Caractéristiques macroéconomiques des États membres de l'Union européenne

5a. Période 2000-2007

	Dette privée (niveau en point de PIB)	VA construction (en % de VA totale)	PIB en volume (taux annuel moyen)	Balance commerciale (en point de PIB)	Chômage (en % de la population active)	Variation de part de marché (en %)
2000-2007						
Belgique	189	5,2	2,2	4,3	7,7	5
Danemark	194	5,4	1,9	5,0	4,6	– 8
Allemagne	130	4,5	1,6	4,2	9,4	10
France	130	5,5	2,1	0,2	8,8	– 21
Italie	100	5,8	1,6	0,4	8,1	– 4
Pays-Bas	204	5,7	2,2	7,0	3,9	9
Autriche	134	7,3	2,5	3,9	4,4	11
Finlande	137	6,4	3,5	6,9	8,6	– 10
Suède	200	4,8	3,2	7,3	6,5	– 11
Pays de l'Ouest	**158**	**5,6**	**2,3**	**4,3**	**6,9**	**– 2**
Croatie	77	6,9	4,5	3,1	13,6	30
République tchèque	60	6,6	4,7	0,4	7,6	94
Hongrie	93	5,4	3,6	– 2,0	6,4	56
Malte	173	5,1	1,9	– 2,2	7,2	– 36
Pologne	48	6,8	4,1	– 3,0	16,9	103
Slovénie	80	6,7	4,4	– 0,9	6,2	58
Slovaquie	53	7,1	5,6	– 4,1	16,8	127
Pays du Centre	**84**	**6,3**	**4,0**	**– 2,0**	**10,2**	**67**
Bulgarie	79	5,8	5,8	– 12,1	13,3	75
Estonie	116	7,6	7,9	– 6,8	9,3	59
Lettonie	84	7,3	8,5	– 13,9	10,7	104
Lituanie	48	7,6	7,5	– 7,6	11,0	121
Roumanie	50	7,5	5,7	– 8,9	7,1	79
Pays de l'Est	**75**	**7,2**	**7,1**	**– 9,9**	**10,3**	**88**
Irlande	181	8,8	5,8	13,4	4,4	– 28
Grèce	83	7,2	4,2	– 12,2	9,9	– 8
Espagne	167	12,4	3,6	– 4,1	10,2	1
Chypre	186	10,4	3,8	– 1,8	4,4	60
Portugal	199	7,8	1,5	– 8,8	6,9	– 1
Royaume-Uni	184	6,7	3,2	– 2,5	5,1	– 29
Pays de la périphérie	**167**	**8,9**	**3,7**	**– 2,7**	**6,8**	**– 1**
Luxembourg	157	6,7	4,7	24,4	3,6	26
Moyenne UE	**…**	**6,3**	**2,5**	**0,9**	**8,6**	**…**

Sources : Eurostat, OCDE.

5. Caractéristiques macroéconomiques des États membres de l'Union européenne

5a. Période 2000-2007 (suite)

	Dette publique (niveau en point de PIB)	TCER[1] (évolution annuelle moyenne)	VA industrie (en % de VA)	Inflation (moyenne annuelle)	PIB PPA par hab. (dollar international)	Taux d'ouverture (en point de PIB)	Solde public moyen (en point de PIB)
2000-2007							
Belgique	97	0,4	20,0	2,1	30,8	78	– 0,3
Danemark	43	0,3	20,2	2,0	32,0	48	2,7
Allemagne	64	– 0,1	25,2	1,7	29,4	39	– 2,3
France	62	0,3	16,1	1,9	29,2	27	– 2,8
Italie	106	0,6	21,2	2,4	27,3	26	– 3,0
Pays-Bas	50	0,7	18,6	2,5	33,6	68	– 0,6
Autriche	64	– 0,2	23,2	1,9	32,7	51	– 1,6
Finlande	42	– 0,3	26,6	1,6	28,9	42	4,2
Suède	50	– 0,4	23,2	1,7	31,2	47	1,4
Pays de l'Ouest	**64**	**0,1**	**21,6**	**2,0**	**30,6**	**48**	**– 0,2**
Croatie	40	0,9	21,9	– 6,1	13,9	45	– 3,7
République tchèque	26	3,7	30,9	2,4	19,5	63	– 4,0
Hongrie	60	4,2	26,0	6,4	15,3	70	– 6,5
Malte	62	1,2	18,8	2,3	20,6	82	– 4,9
Pologne	44	2,6	23,7	3,5	12,7	34	– 4,3
Slovénie	26	0,0	27,7	5,4	21,8	59	– 2,2
Slovaquie	40	6,8	29,0	6,0	14,8	77	– 5,0
Pays du Centre	**43**	**2,8**	**25,4**	**2,8**	**17,0**	**61**	**– 4,4**
Bulgarie	42	3,6	22,8	6,6	8,8	51	0,6
Estonie	5	1,5	21,6	4,1	14,7	74	1,2
Lettonie	13	0,9	17,1	5,0	11,8	43	– 1,4
Lituanie	20	1,7	23,9	1,9	12,6	52	– 1,7
Roumanie	19	5,7	28,3	18,8	8,5	33	– 2,4
Pays de l'Est	**20**	**2,7**	**22,7**	**7,3**	**11,3**	**51**	**– 0,7**
Irlande	30	2,5	29,0	3,5	36,0	87	1,5
Grèce	103	0,3	13,1	3,3	23,4	23	– 5,5
Espagne	48	1,4	18,9	3,2	25,9	27	0,4
Chypre	65	0,6	11,4	2,8	23,4	51	– 2,5
Portugal	61	1,2	18,9	3,0	20,2	29	– 4,2
Royaume-Uni	41	– 0,4	17,8	1,6	30,1	27	– 1,7
Pays de la périphérie	**58**	**0,9**	**18,2**	**2,9**	**26,5**	**41**	**– 2,0**
Luxembourg	6	1,0	11,5	2,9	65,9	154	2,3
Moyenne UE	**61**	**…**	**20,6**	**2,6**	**…**	**37**	**– 1,8**

1. Taux de change effectif réel.
Sources : Eurostat, OCDE.

5. Caractéristiques macroéconomiques des États membres de l'Union européenne

5b. Période 2007-2012

	Dette privée (variation en point de PIB)	VA construction (var. en point dans VA totale)	PIB en volume (écart entre moyenne 2000-2007 et 2007-2012)	Balance commerciale (variation en point de PIB)	Chômage (variation en point)	Variation de part de marché (en %)
2007-2012						
Belgique	18,4	0,1	0,1	– 2,6	0,1	– 20
Danemark	0,2	– 1,0	0,2	2,7	3,7	– 21
Allemagne	4,2	0,4	0,1	– 1,4	– 3,2	– 18
France	10,5	0,1	0,1	– 0,7	1,9	– 22
Italie	6,5	– 0,4	0,2	1,5	4,6	– 23
Pays-Bas	13,6	– 0,9	0,2	0,6	1,7	– 8
Autriche	4,2	– 0,2	0,1	– 2,2	– 0,1	– 22
Finlande	9,9	– 0,3	0,3	– 5,7	0,8	– 38
Suède	– 4,5	0,5	0,1	– 1,3	1,9	– 21
Pays de l'Ouest	**7,0**	**– 0,2**	**0,1**	**– 1,0**	**1,3**	**– 21**
Croatie	16,9	– 2,7	0,4	7,9	6,3	– 22
République tchèque	5,1	– 0,4	0,3	2,6	1,7	– 2
Hongrie	11,6	– 1,1	0,3	6,9	3,5	– 16
Malte	9,2	– 0,9	0,0	7,2	0,0	– 11
Pologne	7,5	0,0	0,1	3,2	0,5	1
Slovénie	10,9	– 2,6	0,4	5,7	4,0	– 18
Slovaquie	6,9	– 0,4	0,3	6,1	2,7	7
Pays du Centre	**9,7**	**– 1,2**	**0,2**	**5,7**	**2,7**	**– 2**
Bulgarie	– 8,7	– 2,2	0,4	16,0	5,4	11
Estonie	– 31,3	– 3,3	0,6	9,7	5,5	13
Lettonie	– 7,0	– 4,3	0,7	16,8	8,5	30
Lituanie	– 11,8	– 5,1	0,5	13,7	9,5	33
Roumanie	– 43,2	– 0,9	0,4	8,7	0,6	10
Pays de l'Est	**– 20,4**	**– 3,2**	**0,5**	**13,0**	**5,9**	**19**
Irlande	30,5	– 4,1	0,5	15,1	10,0	– 26
Grèce	5,7	– 5,7	0,5	9,1	16,0	12
Espagne	– 2,6	– 4,8	0,3	7,7	16,8	– 11
Chypre	45,6	– 6,6	0,3	6,3	7,9	– 4
Portugal	9,1	– 2,4	0,2	7,4	7,0	– 14
Royaume-Uni	– 16,6	– 1,1	0,2	0,4	2,6	– 18
Pays de la périphérie	**12,0**	**– 4,1**	**0,3**	**7,7**	**10,0**	**– 10**
Luxembourg	105,1	– 0,6	0,3	– 1,9	0,9	– 35
Moyenne UE	**…**	**– 0,9**	**0,2**	**1,4**	**3,3**	**…**

Sources : Eurostat, OCDE.

5. Caractéristiques macroéconomiques des États membres de l'Union européenne

5b. Période 2007-2012 (suite)

	Dette publique (variation en point de PIB)	TCER[1] (évolution annuelle moyenne)	Solde structurel (variation en point de PIB potentiel)	Prix immobilier (évolution déflatée de l'inflation)	Passif financier (évolution en point de PIB)	Salaire sur PIB (évolution en point de PIB)
2007-2012						
Belgique	16	– 0,2	0,8	6	2	2,6
Danemark	19	– 0,6	0,1	– 23	34	0,5
Allemagne	17	– 1,5	1,1	– 3	9	2,7
France	26	– 1,2	2,5	3	28	1,6
Italie	24	– 0,7	2,8	– 2	9	2,0
Pays-Bas	26	– 0,7	1,4	– 7	40	2,6
Autriche	13	– 0,7	1,2	– 8	18	2,2
Finlande	18	– 0,8	– 1,4	5	113	4,3
Suède	– 2	0,1	– 2,5	18	34	0,1
Pays de l'Ouest	**17**	**– 0,7**	**0,7**	**– 1**	**32**	**2,1**
Croatie	23	– 0,6	0,4	17	27	1,4
République tchèque	18	2,3	3,7	16	34	1,8
Hongrie	12	– 0,7	1,6	– 24	41	– 2,0
Malte	11	– 0,7	– 0,2	14	61	– 0,1
Pologne	11	– 0,8	4,4	16	65	0,6
Slovénie	31	– 0,1	1,7	6	40	2,6
Slovaquie	23	2,4	3,1	11	34	1,7
Pays du Centre	**18**	**0,2**	**2,1**	**8**	**43**	**0,9**
Bulgarie	1	1,7	3,1	– 14	30	3,2
Estonie	6	1,1	1,2	– 37	6	0,3
Lettonie	32	1,4	5,2	– 38	29	– 6,7
Lituanie	24	1,2	3,4	– 22	46	– 3,7
Roumanie	25	– 2,8	6,8	– 40	88	– 2,3
Pays de l'Est	**18**	**0,5**	**4,0**	**– 30**	**40**	**– 1,8**
Irlande	93	– 2,1	2,4	– 37	27	0,3
Grèce	50	– 0,1	13,8	– 9	48	– 2,1
Espagne	48	– 0,5	3,1	– 17	29	– 1,0
Chypre	27	– 0,3	– 0,3	– 14	57	0,0
Portugal	55	– 0,8	4,5	– 1	39	– 0,8
Royaume-Uni	46	– 3,3	2,4	– 8	67	0,7
Pays de la périphérie	**53**	**– 1,2**	**4,3**	**– 14**	**44**	**– 0,5**
Luxembourg	14	0,1	– 0,9	3	35	5,2
Moyenne UE	**28**	**…**	**2,3**	**…**	**…**	**1,4**

1. Taux de change efectif réel.
Sources : Eurostat, OCDE.

et *figure 6)*. Le choix de quatre groupes a été arrêté car il permettait de constituer des groupes homogènes. En retenant un plus grand nombre de groupes, la description n'aurait guère été plus pertinente, tandis que toute séparation supplémentaire aurait conduit à isoler des pays ayant un comportement spécifique (respectivement l'Irlande, la Roumanie, la Grèce puis la Finlande). Cette séparation en quatre groupes semble relativement stable puisque l'ajout ou le retrait de variables ne la modifie qu'à la marge[10].

6. Répartition des pays de l'Union européenne en quatre groupes

Lecture : les États membres sont classés en quatre grands groupes selon leurs caractéristiques économiques et l'évolution de celles-ci depuis la crise de 2008.
Source : Insee.

10. En ne retenant que 24 variables sur les 25, soit 25 autres possibilités, les quatre grands groupes ne sont pas significativement modifiés. Les principales différences concernent Malte et le Royaume-Uni.

Encadré 4

Variables utilisées

Des variables qui caractérisent l'état de l'économie depuis quinze ans, mais aussi des variables qui mettent en avant l'impact de la crise de 2008 sur l'économie, ont été utilisées. La procédure de déséquilibre macroéconomique mise en place depuis 2012 dans le cadre de la nouvelle gouvernance économique européenne et qui comprend un tableau de bord contenant des variables permettant de décrire la situation macroéconomique des pays de l'Union européenne a en partie inspiré cette sélection de variables. Le choix retenu permet au final de recouper les principales facettes d'une économie (commerce, production, état du secteur privé comme public, etc.) :

– Taux de chômage moyen entre 2000 et 2007 en pourcentage de la population active ;
– Taux moyen de croissance annuelle du PIB en volume entre 2000 et 2007 ;
– Niveau moyen du PIB en PPA par habitant entre 2000 et 2007 en milliers de dollars internationaux (monnaie fictive qui possède le même pouvoir d'achat dans le pays donné que le dollar américain aux États-Unis, l'année considérée) ;
– Solde commercial moyen en points de PIB entre 2000 et 2007 ;
– Solde public moyen en points de PIB entre 2000 et 2007 ;
– Niveau moyen de la dette publique en points de PIB entre 2000 et 2007 ;
– Niveau moyen de la dette du secteur privé en points de PIB entre 2000 et 2007 ;
– Poids de la construction dans l'économie (en part de la valeur ajoutée totale) en moyenne entre 2000 et 2007 ;
– Poids de l'industrie dans l'économie (en part de la valeur ajoutée totale) en moyenne entre 2000 et 2007 ;
– Variation de part de marché (en %) entre 2000 et 2007 ;
– Taux d'ouverture commerciale moyen (en points de PIB) entre 2000 et 2007 ;
– Inflation en moyenne annuelle entre 2000 et 2007 ;
– Évolution annuelle moyenne du taux de change effectif réel entre 2000 et 2007 ;
– Évolution annuelle moyenne du taux de change effectif réel entre 2007 et 2012 ;
– Variation du chômage en points entre 2007 et 2012 ;
– Variation de la dette publique en points de PIB entre 2007 et 2012 ;
– Variation du poids de la valeur ajoutée de la construction dans l'économie (en point dans la valeur ajoutée totale) entre 2007 et 2012 ;
– Variation de part de marché (en %) entre 2007 et 2012 ;
– Variation du déficit structurel (en points de PIB potentiel) entre 2009 et 2012 ;
– Écart entre la croissance annuelle moyenne du PIB sur 2000-2007 et sur 2007-2013 ;
– Évolution des prix de l'immobilier déflatés de l'inflation en pourcentage entre 2007 et 2011 ;
– Évolution de la dette privée en points de PIB entre 2008 et 2011 ;
– Évolution du passif du secteur financier en points de PIB entre 2007 et 2011 ;
– Évolution du solde commercial en points de PIB entre 2007 et 2012 ;
– Évolution des coûts des entreprises (masse salariale chargée) en points de PIB entre 2007 et 2012.

Les variables descriptives retenues *(encadré 4)* caractérisent l'état de l'économie depuis quinze ans et mettent en avant l'impact de la crise de 2008 sur l'économie. Certaines variables ne sont pas présentes sur les deux périodes car elles ne présentaient pas d'intérêt pour caractériser l'état de l'économie ou l'impact de la crise de 2008.

Les « pays de l'est de l'Europe », en rattrapage dans les années 2000 et durement affectés par la crise

Le groupe des « **pays de l'Est** » (les trois États baltes, la Bulgarie et la Roumanie) présente des caractéristiques économiques typiques de pays en rattrapage, mouvement qui s'est accéléré avec leur entrée dans l'Union européenne : niveau de PIB en PPA faible mais croissance rapide et plus de 7 % de croissance du PIB par an pour les pays baltes. Ce rattrapage s'accompagne d'une inflation élevée (effet *Balassa-Samuelson*) et d'une balance commerciale très déficitaire.

Ils affichent par ailleurs un endettement public comme privé faible relativement aux autres pays de l'Union européenne. Enfin, le taux de chômage y est élevé en moyenne depuis le début des années 2000 malgré un recul régulier avant la crise.

Ces pays ont été particulièrement affectés par la crise de 2007, comme le signalent la progression importante du chômage (+ 6 points en moyenne entre 2007 et 2012), le fort ralentissement du PIB et la sortie de capitaux observée sur la période, concomitamment à une baisse de la dette privée et à un ajustement marqué de la balance commerciale *via* le ralentissement de la demande intérieure et la poursuite des gains de parts de marché. La présence dans un même groupe des pays baltes et des derniers entrés dans l'Union européenne (Bulgarie et Roumanie) n'était pas évidente *a priori* ; cependant ces pays partagent effectivement les grandes caractéristiques retenues.

Les « pays de la périphérie » : riches mais déséquilibrés

Le groupe de « **la périphérie** » est composé des pays du sud de l'Europe : Portugal, Espagne, Grèce, Chypre, ainsi que de l'Irlande et du Royaume-Uni. Ce sont des pays d'Europe de l'Ouest, économies avancées, relativement riches, qui ont connu une envolée de leur endettement dans les années 2000, public (+ 17 points de PIB au Portugal entre 2000 et 2007) et privé (+ 27 points de PIB à Chypre entre 2000 et 2007), facilitant la formation d'une bulle immobilière (cas de l'Espagne, de l'Irlande et de Chypre).

Comme le groupe des « pays de l'Est », les « pays de la périphérie » ont été particulièrement affectés par la crise. Leur taux de chômage a ainsi très fortement augmenté entre 2007 et 2012, atteignant des niveaux records en Grèce et en Espagne. Leur dette publique s'est fortement accrue sur cette même période (+ 50 points de PIB en moyenne). L'explosion d'une bulle immobilière dans ces pays (à des degrés différents) se manifeste notamment par un recul net du poids de la construction dans le PIB (poids qui était particulièrement élevé au début des années 2000) et un recul des prix immobiliers. Enfin, la dette privée de ces pays, plus importante que la moyenne, a augmenté de manière importante avec la crise : + 85 points de PIB en Irlande entre 2007 et 2011, + 67 points de PIB à Chypre sur la même période.

La présence du Royaume-Uni dans ce groupe qui semble rassembler la plupart des pays en crise de l'Europe peut sembler étonnante de prime abord ; elle est pourtant robuste à la spécification retenue[11]. De fait, le Royaume-Uni partage de nombreuses caractéristiques avec ces pays même si elles n'atteignent pas toujours la même ampleur : l'éclatement d'une bulle immobilière, une balance commerciale détériorée et une dette publique qui augmente fortement entre 2007 et 2012.

Le « centre de l'Europe », des pays industriels en rattrapage mais sans excès

Le groupe des « **pays du centre de l'Europe** » (Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie, ainsi que Malte) se caractérise par un poids de l'industrie dans l'économie particulièrement élevé (25 % en moyenne) et un taux d'ouverture[12] important (61 % en moyenne) dans les années 2000. Comme les « pays de l'Est », les « pays du Centre » présentent des caractéristiques de pays en rattrapage : niveau de PIB en PPA faible dans les années 2000, gains de parts de marché importants sur la même période et dette privée à un niveau relativement contenu. Ils se distinguent toutefois par le moindre impact de la crise sur leur économie. En particulier, l'augmentation des prix immobiliers, plus rapide que l'inflation depuis 2007, est un signe que ces pays n'ont pas connu d'excès dans ce secteur avant la crise et donc qu'il n'y a pas de correction après la crise.

11. Sur les 25 scénarios alternatifs testés (en retirant une des variables), le Royaume-Uni reste dans ce groupe dans 22 cas sur 25, et il est avec le Portugal dans tous les cas.
12. Le taux d'ouverture d'un pays est défini comme le rapport entre la demi-somme des importations et des exportations et le PIB en valeur.

Les « pays de l'ouest et du nord de l'Europe », développés et relativement résilients

Le dernier groupe rassemble la plupart des « **pays de l'ouest et du nord de l'Europe** » (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Suède). Il comprend donc notamment tous les pays signataires du traité de Rome, à l'exception du Luxembourg qui a été écarté de l'analyse car il est trop atypique. Ces économies matures (PIB en PPA par habitant élevé, croissance modérée, peu d'inflation) avaient une croissance équilibrée avant la crise : endettement privé et bulle immobilière limités, balance commerciale globalement excédentaire. Même si leur croissance a nettement fléchi, ces économies ont montré en moyenne une certaine résilience. La part de la masse salariale dans le PIB a progressé depuis 2007 ; le cycle de productivité a été particulièrement accusé et le taux de chômage n'a que peu augmenté. Enfin, l'impact de la crise sur la dette publique a été moins fort que pour les pays de la périphérie. L'amélioration subséquente des finances publiques, mesurée par l'évolution du déficit structurel, a en contrepartie été modérée entre 2009 et 2012 (le solde structurel s'est même dégradé pour les pays scandinaves, qui partaient d'une très bonne situation budgétaire avant-crise). L'Italie et la France se détachent cependant avec une amélioration plus marquée de 2,8 points et 2,5 points respectivement sur cette période.

La présence de l'Italie dans ce groupe peut paraître contre-intuitive, car son PIB a nettement ralenti depuis la crise. Mais , comme les autres économies du groupe, et en particulier la France et l'Allemagne, elle se caractérise par une croissance modérée d'avant-crise, sans bulle immobilière ni hypertrophie du système financier et des taux de chômage et des déficits publics relativement élevés. ■

Pour en savoir plus

FMI, *World Economic Outlook*.

LIS cross-national data center, *Luxembourg Wealth Study*.

Commission européenne, *Refining the Macroeconomic Imbalance Procedure Scoreboard*, annexe à l'Alert Mechanism Report pour 2014, 2013.

Blanchard O., "The Economic Future Of Europe", *Journal of Economic Perspectives*, vol. 18(4,Fall), 3-26, 2004.

Cette G., Lopez J., "ICT Demand Behaviour: An International Comparison", *Economics of Innovation and New Technology*, vol. 21, n° 4, avril-juin 2012.

Davies J., Sandström S., Shorrocks A., Wolf E., "The World Distribution of Household Wealth", *UNU-WIDER Discussion Paper* n°2008/03.

Husson Fr., Lé S., Pagès J., *Analyse de données avec R*, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Islam N., "What Have we Learnt from the Convergence Debate?", *Journal of Economic Surveys*, 17(3), 2003.

Mankiw Gr., Romer D., Weil D., "A Contribution to the Empirics of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 1992.

Prescott E., "Why do Americans work so much more than Europeans ?", *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quaterly Review*, vol. 28, 2004.